

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Création d'un préau et aménagements annexes Groupe Scolaire JULES FERRY à NEVERS

Procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R. 2123-1
du Code de la Commande Publique

● Pouvoir adjudicateur :
Monsieur le Maire
Ville de NEVERS
Place de l'Hôtel de Ville - CS 9706
58000 NEVERS

● Profil acheteur :
<https://marches.ternum-bfc.fr/>

Date et heure limites de remise des offres :
Vendredi 02 octobre 2026 à 12 h 00

Ville de NEVERS

Direction de la Commande Publique et des Affaires Juridiques mutualisée
Ville de NEVERS et NEVERS Agglomération
1 rue Marguerite Duras - 58000 NEVERS
Tél. : 03 86 68 44 87
marches.publics@ville-nevers.fr - www.nevers.fr
Accueil : du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00



Sommaire

Article 1	Objet de la consultation	3
➤	1.1 Description du marché	3
➤	1.2 Lieux d'exécution	3
➤	1.3 Décomposition du marché	3
➤	1.4 Forme du marché.....	3
➤	1.5 Durée du marché – Délais d'exécution.....	3
➤	1.6 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles	3
➤	1.7 Nomenclature communautaire	4
Article 2	Conditions de la consultation.....	4
➤	2.1 Intervenant(s) dans le cadre du marché	4
➤	2.2 Procédure de passation	5
➤	2.3 Nature et forme juridique de l'attributaire.....	5
➤	2.4 Sous-traitance.....	5
➤	2.5 Mode de règlement – Délai global de paiement.....	5
➤	2.6 Délai de validité des offres	5
➤	2.7 Développement durable	6
Article 3	Organisation de la consultation	6
➤	3.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises	6
➤	3.2 Conditions de retrait du dossier de consultation	6
➤	3.3 Modification de détail au dossier de consultation.....	6
➤	3.4 Visite obligatoire.....	7
Article 4	Présentation des candidatures et des offres	7
➤	4.1 Pièces de la candidature	7
➤	4.2 Pièces de l'offre	8
Article 5	Examen des candidatures et des offres – Négociation	10
➤	5.1 Examen des candidatures.....	10
➤	5.2 Examen des offres	10
➤	5.3 - Négociation.....	11
Article 6	Conditions de remise des propositions	11
➤	6.1 Transmission des propositions par voie électronique	11
➤	6.2 Copie de sauvegarde.....	12
➤	6.3 Signature électronique	13
Article 7	Attribution du marché	13
Article 8	Mise au point du marché	13
Article 9	Renseignements complémentaires	14
Article 10	Procédure de médiation	14
Article 11	Règlement des litiges et voies de recours.....	14

Article 1 | Objet de la consultation

📌 1.1 Description du marché

La présente consultation porte sur la réalisation de travaux pour la création d'un préau et aménagements annexes au Groupe Scolaire Jules FERRY, pour le compte de la Ville de Nevers.

Le projet consiste à créer un préau et procéder à une installation photovoltaïque en autoconsommation collective.

La parcelle de l'établissement dispose de deux accès principaux depuis la Rue du Commandant Paul-Pierre-Clerc et regroupe :

- Un bâtiment École Élémentaire avec un préau en secteur Nord
- Deux bâtiments École Maternelle avec une annexe en secteur Ouest
- Un bâtiment cantine en secteur Nord-Ouest
- Un gymnase en secteur Sud-Est
- Des logements en secteurs Sud

📌 1.2 Lieux d'exécution

53-55, Rue Commandant Paul-Pierre-Clerc – 58000 Nevers

📌 1.3 Décomposition du marché

Le lot n°1 aménagement extérieur VRD a fait l'objet d'une précédente consultation.

LOT n°2 – CHARPENTE METALLIQUE– COUVERTURE

LOT n°3 – INSTALLATION PHOTOVOLTAIQUES

📌 1.4 Forme du marché

La présente consultation donnera lieu à un marché de travaux

📌 1.5 Durée du marché – Délais d'exécution

- **Durée du marché :**

La durée du marché est comprise entre la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation qui comprend l'approvisionnement et l'échéance du délai de garantie de parfait achèvement ou la levée des dernières réserves, le cas échéant, selon la plus tardive des 2 dates.

- **Délais d'exécution et délai affermissement tranches optionnelles**

Pour chaque lot le délai global d'exécution contractuel sera celui proposé par le candidat à l'acte d'engagement. Ces délais seront repris dans les ordres de service.

Ce délai global d'exécution contractuel comprend la durée de la période de préparation et la durée d'exécution des travaux.

📌 1.6 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Variantes libres autorisées pour :

le lot n°3 INSTALLATION PHOTOVOLTAIQUES

A condition d'avoir débord répondu à l'offre de base, les candidats peuvent proposer une variante libre à condition qu'elle réponde aux exigences minimales du C.C.T.P.

Le cas échéant, la variante fera l'objet d'un dossier complémentaire comportant un acte d'engagement distinct de celui de l'offre de base, DPGF, le mémoire technique décrivant la solution variante. De plus, le candidat indiquera clairement les avantages financiers et techniques en découlant notamment au regard de la solution de base.

- **Variantes imposées** : aucune variante imposée
- **Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)** : sans objet

👉 1.7 Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), sont :

Descripteur principal	Descripteurs secondaires
45261000-4 Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes 09331200-0 Modules solaires photovoltaïques	

Article 2 | Conditions de la consultation

👉 2.1 Intervenant(s) dans le cadre du marché

- **Maître d'ouvrage :**

Le maître d'ouvrage est la Ville de NEVERS, représentée par Denis THURIOT, Maire de NEVERS.

- **Maître d'œuvre**

VILLE DE NEVERS

Laboratoire des projets et des innovations

Bureau de maîtrise d'œuvre

Contact : Adrien DEQUIDT

Tél. : 03 86 68 48 96 – Email : adrien.dequidt@ville-nevers.fr

Christophe BRUNET

Tél. : 03 86 68 48 31 – Email : christophe.brunet@ville-nevers.fr

Bruno GRYBEK

Tél. : 03 86 68 43 00 – Email : bruno.grybek@ville-nevers.fr

- **Coordinateur SPS**

- **APAVE INFRASTRUCTURE**

- 4, rue Louis de Broglie BP 37004

- 21 070 DIJON CEDEX

- Contact : Aurélien JACQUE

- Tel : 06.03.70.53.24 – Email : aurelien.jacque@apave.com

Les entreprises retenues devront transmettre au Coordonnateur SPS leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) après l'inspection commune avec le Coordonnateur SPE et avant toutes interventions sur le site.

- **Bureau d'études Amiante et plomb**

SG2B

25 rue du 13ème de Ligne

58000 NEVERS

Tél. 03 86 21 52 05 – Mail : diagnostics@sg2b.fr

• Contrôle Technique

APAVE INFRASTRUCTURE

4, rue Louis de Broglie BP 37004

21 070 DIJON CEDEX

Contact : Aurélien JACQUE

Tel : 06.03.70.53.24 – Email : aurelien.jacque@apave.com

➤ 2.2 Procédure de passation

La présente consultation répond aux règles de la procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

➤ 2.3 Nature et forme juridique de l'attributaire

Le marché sera attribué soit à un titulaire unique, soit à un groupement d'entreprises.

Les candidats ont la possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un groupement ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement d'entreprises, sa composition devra être mentionnée dans l'acte d'engagement, avec indication du mandataire.

Aucune forme n'est imposée par l'acheteur.

Toutefois, en cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

➤ 2.4 Sous-traitance

Conformément à l'article L.2193-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement au moment du dépôt de l'offre ou après celui-ci sont demandés à l'acheteur dans les conditions fixées à l'article L.2193-6 du Code de la Commande Publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

➤ 2.5 Mode de règlement – Délai global de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : financement sur fonds propres par la Ville de NEVERS.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement bancaire dans un délai global de paiement fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur, conformément aux dispositions des articles L.2192-10, R.2192-10 et R.2192-12 du Code de la Commande Publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-15 dudit code, ce délai de paiement part de la date de notification du message électronique informant l'acheteur du dépôt de la facture sur CHORUS PRO.

➤ 2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

➤ 2.7 Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué à l'article 18.1 du CCAP.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations

Article 3 | Organisation de la consultation

➤ 3.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- l'Acte d'Engagement (AE) par lot ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) par lot ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) communs à tous les lots;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot ;
- Rapport SDIS
- Rapport diagnostics techniques
- Pièces graphiques
- Le planning prévisionnel
- La trame SOGED
- Le certificat de visite obligatoire
- le formulaire DC1 « Lettre de candidature – Désignation du mandataire par ses co-traitants » ;
- le formulaire DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » ;
- le formulaire DC4 « Déclaration de sous-traitance » à toutes fins utiles.

➤ 3.2 Conditions de retrait du dossier de consultation



Le dossier est disponible et téléchargeable gratuitement à l'adresse électronique suivante :

<https://marches.ternum-bfc.fr/>

Référence du dossier : 26LAB13

Aucun dossier de consultation ne sera transmis par courrier électronique ou support physique électronique (clé USB, CD-ROM, etc.).

Les soumissionnaires sont invités à s'authentifier sur le site et notamment à indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique.

➤ 3.3 Modification de détail au dossier de consultation

La Ville de NEVERS se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation 5 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ATTENTION : Les candidats ayant retiré le dossier de consultation de manière anonyme ne pourront être destinataires des modifications de dossier. Il leur appartiendra de vérifier par eux-mêmes, sur le profil d'acheteur de la Ville de NEVERS si le dossier a fait l'objet de modifications.

📌 3.4 Visite obligatoire

Une visite des lieux est obligatoire afin que l'entreprise puisse prendre connaissance des lieux et conditions d'exécution des travaux, avant remise de sa proposition.
Les visites seront menées de manière individuelle.

Au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres, les candidats sont invités à prendre rendez-vous directement par téléphone ou par courriel auprès de :

Bruno GRYBEK

Tél. : 03 86 68 43 00 – Email : bruno.grybek@ville-nevers.fr

Les modalités pratiques (horaires, lieux de rendez-vous) de cette visite seront communiquées.

En début de visite, les candidats feront signer le certificat de visite, attestant ainsi de leur présence sur site, et n'oublieront pas de le joindre à leur offre.

L'entreprise ne pourra se prévaloir d'imprécisions ou d'omissions dans les plans ou dans les pièces écrites pour ne pas exécuter certains travaux indispensables ou pour prétendre à un supplément de prix, ainsi que d'une connaissance insuffisante des sites, lieux, non plus que de tous éléments locaux tels que moyens d'accès, possibilités d'organisation de chantier, etc...

Les candidats sont donc réputés avoir une parfaite connaissance des lieux et avoir soumissionné en toute connaissance.

L'absence de visite, avant la remise de l'offre, rend celle-ci irrégulière.

Article 4 | Présentation des candidatures et des offres

Les propositions doivent être rédigées en langue française et l'unité monétaire est libellée en euro(s).
Si les propositions des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

📌 4.1 Pièces de la candidature

Le dossier de candidature comprend les pièces suivantes :

- **Les renseignements concernant la situation juridique du candidat tels que prévus à l'article R2142-3 du Code de la commande publique :**

- une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L 2141-1 à L 2141-5 et L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés

OU

- une lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses co-traitants (formulaire DC1)
- les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat
- la copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

🇪🇺 Les candidats peuvent également présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) : <https://ec.europa.eu/tools/espd> ou <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>, sous réserve que ce document soit rédigé en langue française ; l'utilisation du DUME ne dispense

pas les candidats de la production des renseignements demandés aux fins de vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle et de leurs capacités économique et financière, techniques et professionnelles (ci-dessus).

- **Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'opérateur économique tels que prévus aux articles R.2142-6 à R.2142-12 du Code de la commande publique :**
 - la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées aux cours des trois derniers exercices disponibles et la part du chiffre d'affaires concernant les travaux objet du présent marché (ou formulaire DC2 - Déclaration du candidat individuel ou membre du groupement)
 - une attestation d'assurance civile et professionnelle en cours de validité
- **Les renseignements concernant capacités techniques et professionnelles de l'opérateur économique tel que prévus aux articles R.2142-13 à R.2142-14 du Code de la commande publique :**
 - une liste des travaux exécutés au cours des 5 dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. ; ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
 - une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années
 - la description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise
 - Qualifications professionnelles suivantes détenues par l'entreprise dans le domaine des travaux pour laquelle elle soumissionne ou équivalentes :
 - Lot n°3 : installation photovoltaïque:
QUALIPV (36) ou équivalent
 - ou
 - QUALIFELEC mention photovoltaïque ou équivalent

Conformément à l'article R.2143-12 du Code de la Commande publique, pour présenter sa candidature, s'il s'appuie sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat individuel ou le membre du groupement précise l'identité et les coordonnées de chacun. Par ailleurs, chacun de ces opérateurs devra produire les mêmes documents pour justifier de sa capacité économique et financière et de ses capacités techniques et professionnelles que ceux qui sont exigés par l'acheteur public du candidat individuel ou du membre du groupement. Le candidat individuel ou le membre du groupement devra également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs mettra à sa disposition les moyens nécessaires pendant toute la durée d'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié (engagement écrit).

En cas de co-traitance, chaque co-traitant doit transmettre les mêmes documents que ceux mentionnés ci-dessus, à l'exception de la lettre de candidature (DC1) et des références si celles-ci viennent compléter celles déjà détenues par le mandataire.

En cas de sous-traitance, le candidat produit le ou les DC4, et les sous-traitants fournissent les mêmes renseignements que ceux indiqués ci-dessus.

4.2 Pièces de l'offre

Le dossier d'offre comprend les pièces suivantes :

- **Acte d'engagement, dûment complété et daté par lot**
 - Pour rappel, la signature est possible mais facultative au stade de l'offre.*
 - Cependant l'apposition de la signature sera obligatoire avant toute attribution.*

Les candidats s'engagent à communiquer une ou des adresses mails valides qui seront régulièrement consultée permettant les échanges avec la Ville de Nevers via le profil acheteur <https://www.ternum-bfc.fr/>

- **Décomposition du prix global et forfaitaire dûment complété par lot**
- **Mémoire technique par lot décrivant précisément les points suivants :**
 - **Installation de chantier et procédés d'exécution envisagés**
 - **Installation de chantier :**
démarches administratives,
description des installations de chantier pour la durée des travaux,
schéma d'implantation [clôtures, base de vie, stockage...]
Moyens mis en œuvre pour la protection du personnel, des usagers et riverains, gestion hygiène et sécurité du chantier, gardiennage du chantier
 - **Procédés exécution envisagés :**
méthodologie d'exécution par phases et par tâches,
mode de gestion des difficultés techniques propres au chantier,
points particuliers dus au site, dossier de récolement [contenu]
 - **Moyens humains**
 - Moyens humains de l'entreprise **et** moyens humains affectés à l'exécution du lot [habilitations, qualifications, expériences...]
 - Justifier des habilitations électriques (B2B,BT, BC...)
 - et techniques**
 - Moyens techniques de l'entreprise **et** moyens techniques affectés à l'exécution du lot [engins, outils, matériaux mis en œuvre sur le chantier accompagné des fiches techniques, certification et /ou labels...], plan contrôle qualité interne/externe
 - **Pour le lot n° 3 :**
Notes de calcul et tout descriptif technique justifiant des conditions de production électrique de l'installation (estimation, fonctionnement....)
 - **Pour le lot n° 3 : durée et conditions de garantie**
 - **Planning**
Planning prévisionnel détaillé à fournir par phase [délai d'approvisionnement, délai de préparation du chantier, date de début et de fin de travaux]
et précisant les effectifs par tâches, Information recours à la sous-traitance, Contrôle
 - **Gestion de la protection de l'environnement**
 - **Mode de gestion, revalorisation et d'évacuation des déchets:** impact environnemental, tri, revalorisation et gestion des déchets [préciser la fréquence d'évacuation des déchets, lieu de stockage, valorisation des déchets banals, recyclage]
 - **Moyens mis en œuvre** pour la gestion des nuisances sonores et vibratoires (chantier en site urbain), aménagement d'horaires, consignes, communications, surveillance, solutions alternatives)
- **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)**
- **Certificat de visite obligatoire**
- **Relevé d'Identité Bancaire du candidat, ou de chaque membre du groupement le cas échéant**

Article 5 | Examen des candidatures et des offres – Négociation

5.1 Examen des candidatures

Les candidatures seront examinées suivant les capacités économiques et financières et les capacités techniques et professionnelles des candidats, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation.

Le pouvoir adjudicateur a la faculté de demander aux candidats de compléter leur dossier de candidature s'il constate l'absence ou l'incomplétude des pièces dont la production était demandée.

Les pièces de la candidature pourront être examinées après l'examen des pièces de l'offre.

5.2 Examen des offres

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Lot 1 :

Critères	Pondération
Valeur technique observée sur la base des éléments du mémoire technique demandés à l'article 4.2. Règlement consultation : - Installation de chantier et procédés d'exécution envisagés : 15 points - Moyens humains et techniques affectés au chantier : 30 points - Cohérence planning détaillé d'exécution : 10 points	55
Coût des travaux observé sur la base de la DQE Note des candidats suivants : Meilleur prix / Prix du candidat x 40	40
Performance de l'offre en matière environnemental observée sur la base des éléments du mémoire technique demandés à l'article 4.2. Règlement consultation - Dispositions prises pour la gestion des déchets et le recyclage des déchets (3 points) - Mesures mises en œuvre pour la limitation des nuisances environnementales sur le chantier (2 points)	5

Lot 2 :

Critères	Pondération
Valeur technique observée sur la base des éléments du mémoire technique demandés à l'article 4.2. Règlement consultation : - Installation de chantier et procédés d'exécution envisagés : 15 points - Moyens humains et techniques affectés au chantier : 10 points - Cohérence planning détaillé d'exécution : 5 points - Durée et conditions de garantie : 10 points	40
Coût des travaux observé sur la base de la DQE Note des candidats suivants : Meilleur prix / Prix du candidat x 40	40
Performance de l'offre en matière environnemental observée sur la base des éléments du mémoire technique demandés à l'article 4.2. Règlement consultation - Performance de la production électrique de l'installation 15 points - Dispositions prises pour la gestion des déchets et le recyclage des déchets (3 points) - Mesures mises en œuvre pour la limitation des nuisances environnementales sur le chantier (2 points)	20

Les erreurs de multiplications, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le Devis Quantitatif Estimatif seront rectifiées et c'est le montant total ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Une note finale sur 100 points sera attribuée par addition des notes précitées. L'offre qui aura obtenu la meilleure note sera déclarée économiquement la plus avantageuse.

📌 5.3 - Négociation

Conformément à l'article R.2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager une négociation, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats, avec tous les candidats à l'issue d'un premier classement, au vu des critères de jugement des offres.

La négociation pourrait prendre la forme d'un échange de courriel, courrier, rencontre physique au sein des services municipaux ou visioconférence.

A l'issue des négociations, une nouvelle notation des offres sera effectuée sur la base des critères de jugement des offres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Article 6 | Conditions de remise des propositions

Téléchargez le Guide très pratique de la dématérialisation pour les opérateurs économiques :

https://www.economie.gouv.fr/files/2020-06/Guide_OE_DEF28052020.pdf

📌 6.1 Transmission des propositions par voie électronique

Les propositions des candidats sont transmises par voie dématérialisée **sur le profil d'acheteur de la Ville de NEVERS** :

<https://marches.ternum-bfc.fr/>

Référence du dossier : 26LAB13

ATTENTION : Les date et heure limites du dépôt du pli dématérialisé sont celles indiquées dans le Règlement de la Consultation. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés ; tout pli parvenant au-delà des dates et heures limites de dépôt sera considéré comme hors délai.

- **Prérequis techniques :**

Les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme www.ternum-bfc.fr. Afin de préparer la réponse électronique à une consultation, il est nécessaire d'anticiper la bonne configuration du poste de travail, en réalisant un diagnostic de configuration : <https://docs.ternum-bfc.fr/sdm-verifier-configuration-poste-fournisseur>

Il est impératif que l'ensemble des tests des pré-requis soient validés pour pouvoir répondre électroniquement à une consultation sur la plateforme.

- **Format des fichiers :**

Tous les formats électroniques mentionnés ci-après ou des formats compatibles sont admis : Word, Excel, Acrobat pdf, jpg, dwg. Les documents ayant une extension en .exe et .html sont proscrits.

- **Antivirus :**

L'entreprise devra préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour.

En l'absence de l'envoi d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée et dans lesquelles on détecte un programme informatique malveillant, peuvent faire l'objet d'une réparation.

Lorsque les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée sont accompagnées par une copie de sauvegarde et que l'on détecte un programme informatique malveillant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

Un document dématérialisé contenu dans l'enveloppe qui n'a pas fait l'objet d'une réparation ou dont la réparation a échoué est réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat concerné en est informé.
Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

- **Transmission sur ARNIA :**

Les candidats transmettent l'ensemble des pièces (pièces candidatures et pièces offres) en les postant directement sur le profil d'acheteur de la Ville de NEVERS, en réponse à la présente consultation référencée **26LAB13**

Pour vous aider, un guide d'utilisation de la plateforme ARNIA à destination des opérateurs économiques est téléchargeable gratuitement ; cliquez directement sur ce lien : <https://docs.ternum-bfc.fr/sdm-repondre-a-consultation>

Pour toute aide complémentaire dans la transmission électronique des offres, les candidats sont invités à contacter :

- ✓ Le service d'assistance téléphonique ARNIA est à votre disposition pour répondre à toutes vos questions ou pallier un problème d'utilisation d'un service au 0 970 609 909 du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 00.
- ✓ La Direction de la Commande Publique et des Affaires Juridiques mutualisée Ville de Nevers et Nevers Agglomération au 03 86 68 44 87, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre ou contacter le ou les supports techniques « à la dernière minute » !

ATTENTION : Les propositions sont transmises en une seule fois. Si plusieurs candidatures/offres sont transmises successivement sur la plateforme par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé sera ouverte.

6.2 Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent adresser à l'acheteur une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des offres soit sur support papier ou sur support physique électronique (CD-Rom ou clé USB), soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde comporte exactement les mêmes documents que le pli déposé sur le profil d'acheteur.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est envoyée par courrier ou déposée contre récépissé à la Direction de la Commande publique et des Affaires Juridiques mutualisée Ville de NEVERS et NEVERS Agglomération (coordonnées en page de garde du présent règlement).

La copie de sauvegarde peut être adressée par voie électronique au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique.

La copie de sauvegarde peut être ouverte dans les cas suivants :

- ✓ lorsqu'un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique via le profil d'acheteur ; la trace de cette malveillance est conservée ;
- ✓ lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé sur le profil d'acheteur avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

📄 6.3 Signature électronique

Sans l'imposer, la Ville de NEVERS privilégie la signature électronique pour le seul attributaire.

Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.

La signature électronique n'est pas nécessairement visible (empreinte apparente) dans le document ou sur le document, cela dépend notamment du format de signature (XAdES, CAdES et PAdES) et du format du document signé (xml, tableur, Pdf...).

Par exemple, avec le format XAdES, les informations sur la signature (identité, date...) sont dans le fichier .xml qui est généré. Avec le format PAdES, la signature est identifiable dans le fichier sous forme d'empreinte visible. Cela signifie que dans certains cas, la signature est intégrée au document et qu'un seul fichier existe pour le document et la signature, alors que dans d'autres cas, il y a un fichier pour la signature et un fichier pour le document. Les deux fichiers sont alors transmis simultanément. Dans tous les cas, l'identité du signataire est affichée lors de la création de la signature, puis demeure avec ou dans le fichier.

La signature d'un fichier compressé ne vaut pas signature des fichiers qu'il contient.

Il faut acheter une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié, conforme au règlement eIDAS. Dans la commande publique (en Europe comme en France) qui concentre des enjeux économiques et juridiques importants sont autorisés :

- soit la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- soit la signature électronique qualifiée (niveau 4).

Article 7 | Attribution du marché

Le soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au terme du classement des offres sera retenu par la Ville de NEVERS après avis de la Commission des Achats en Procédure Adaptée (CAPA) **sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 5 JOURS à compter de la date de réception de la décision d'attribution :**

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents,
- l'acte d'engagement **SIGNÉ** si l'acte d'engagement déposé dans l'offre n'était pas signé.

Le défaut de présentation de ces documents par le candidat retenu, dans le délai imparti, entraîne le rejet de son offre. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

Le défaut de présentation de ces documents par le candidat retenu, dans le délai imparti, entraîne le rejet de son offre. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

Conformément aux dispositions de l'article R.2185-1 du Code de la Commande Publique, la procédure peut être déclarée sans suite à tout moment.

Article 8 | Mise au point du marché

Conformément et dans les limites de l'article R.2152-13 du Code de la Commande publique, l'acheteur et le soumissionnaire retenu pourront procéder le cas échéant à une mise au point des composantes du

marché avant sa signature. Cette mise au point pourra notamment permettre de préciser des termes du C.C.T.P. afin d'éviter toute confusion durant la phase d'exécution.

Article 9 | Renseignements complémentaires

Maximum 6 jours avant la date limite de réception des plis, les candidats pourront transmettre leur demande de renseignements par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : www.ternum-bfc.fr.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, via la plateforme du profil acheteur, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Article 10 | Procédure de médiation

Tout litige devra faire l'objet d'une tentative de conciliation entre les parties avant d'être porté devant le tribunal.

L'organe chargé des procédures de médiation territorialement compétent est le :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de LYON

Adresse postale :

Direction Régionale des Finances Publiques Auvergne-Rhône-Alpes et département du Rhône

Secrétariat du CCIRA de Lyon

Kahina BENTAHAR

3 rue de la Charité

69268 LYON CEDEX 02

Contact :

Kahina BENTAHAR / Olivier SARAGOSSA

Secrétariat du CCIRA de Lyon (fermé le mardi après-midi et le vendredi après-midi)

Tél. : 04 72 56 96 83

Courriel : ccira.lyon.cijap@dgfip.finances.gouv.fr

Article 11 | Règlement des litiges et voies de recours

• Tribunal territorialement compétent :

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de DIJON, 22 rue d'Assas - B.P. 61616 21016 DIJON - Tél. 03 80 73 91 00 - Fax 03 80 73 39 89 - Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr

• Informations quant aux voies et délais de recours :

Greffes du Tribunal Administratif de DIJON 22 rue d'Assas B.P. 61616 - 21016 DIJON - Tél. 03 80 73 91 00 Fax 03 80 73 39 89 - Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr ou par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr